

(p. 1) Cénétistes « historiques » contre cénétistes « renouvelés » [Le congrès de la rupture de décembre 1979]

(p. 6) Le coup d'état

Ce fut, pour beaucoup, le véritable dilemme de ce Congrès, qui commença à paraître un échec quand, après que la moitié du temps prévu pour sa durée se soit écoulé, on s'était seulement mis d'accord sur la procédure de vote en entérinant celle d'un congrès précédent.

L'échec s'annonça dès que furent publiées des déclarations attribuant la convocation du congrès à un « groupe », alors que sa nécessité était ressentie par les militants en accord avec toute l'organisation.

Il s'annonça aussi quand, la veille de l'ouverture, les porte-parole de la FAI et de la CNT « historique » déclarèrent à *Mundo Diario* que ce congrès devait être ordinaire et de ratification.

Cependant, nombreux étaient ceux qui venaient avec l'espoir que les décisions et l'organisation (et pas seulement les fameux principes) pourraient s'adapter aux besoins actuels. Face à ceux qui demandaient un Congrès qui soit de pure « ratification » des assemblées antérieures, des militants jeunes et vieux signalaient l'absurdité de la formule « Ratifions les Congrès antérieurs », alors qu'ils sont même contradictoires entre eux. Alors qu'ils ont successivement servi à adapter la stratégie et les formes d'organisation à chaque moment historique.

Des camarades venaient au congrès en tant que représentants d'un travail syndical et libertaire réel en quête de formulations qui leur permettraient de renforcer leurs luttes, à la recherche de tactiques correspondant à la force actuelle de l'organisation. Et ce qu'on entend, c'est la voix de ceux qui ont l'habitude de ne s'adresser qu'à des convaincus ou de se convaincre eux-mêmes, et non de confronter jour après jour leurs idées avec les travailleurs de leurs entreprises ou de leurs quartiers : « Puisque nous détenons la raison et la vérité, nous serons suivis ».

Tous les congrès ont connu une pression immobiliste sous le couvert pompeux de l'orthodoxie surannée. Ainsi, au Congrès de Sants [1918], par exemple, on essaya d'empêcher l'organisation par syndicats de branches au bénéfice du groupement par métier au nom du purisme. Mais ce sont toujours les militants de l'Organisation, et non les groupes de pouvoir, qui ont finalement décidé la ligne à suivre. Ce sont eux qui se sont lancés dans la pratique du communisme libertaire quand les « purs » leur donnaient des conseils de prudence depuis leurs fauteuils ministériels.

Le Congrès était, enfin, la possibilité d'ouverture d'un débat sérieux et libre entre camarades sur les différentes positions qui convergent aujourd'hui au sein de la CNT. Elles vont de la tendance au syndicalisme dur de revendications, franchement ouvriéristes à celle voulant globaliser le travail de l'organisation. Tous (sans distinction entre jeunes et vieux) devraient avoir leur place et la possibilité de s'exprimer.

Mais le débat n'eut pas lieu : par la faute de ceux qui n'ont jamais voulu que le Vème Congrès soit mené à terme. Il semble bien qu'ils n'ont rien réussi. Mais on a dit il y a longtemps que lorsqu'on cherche à chasser la réalité par la porte, elle ne tarde pas à revenir par la fenêtre.

VI ème session

Ce jeudi vit le retour au secrétariat de séance du délégué des Métiers Divers de Baracaldo (qui devait plus tard démissionner par suite des pressions exercées), accompagné

par les délégués des syndicats d'assurances et banques de Barcelone et par celui de la Métallurgie de Saragosse. La session allait démontrer à beaucoup de camarades qu'on commençait à perdre définitivement la possibilité que le Congrès ouvre le débat libertaire tant attendu.

Après la nomination des commissions pour les points 6 et 8 (normalisation organique et stratégie syndicale), que de nombreuses délégations voulaient voir traités directement au Congrès, le bureau soumet aux délégués le vote sur le rapport de gestion du Comité National, cause d'un nouveau débat tumultueux.

Le président décide de faire un tour de table auprès des Syndicats du sujet de ce vote, ce dont profitent quelques délégations de Catalogne et de Valence pour redoubler d'attaques contre le Secrétaire permanent. D'autres déclarent ne pas pouvoir se prononcer.

La majorité est pour l'acceptation du vote, bien que cette décision, comme les autres portant sur l'ordre du jour, ait à être ratifiée par les Syndicats: c'est alors que pourront se prononcer ceux qui se sont abstenus ou qui ne sont pas d'accord. En attendant, ils doivent accepter la décision.

Le syndicat du Bâtiment de Barcelone n'est pas de cet avis. Son délégué fait une proposition aussi complète que claire dans les intentions: que les décisions de ne pas approuver la gestion soient valables, que l'on passe le rapport de gestion du Secrétariat Permanent aux syndicats afin qu'ils se prononcent dans un délai de trois mois, et qu'entendant, les membres actuels du SP [Secrétariat permanent] soient suspendus (et n'occupent donc pas de fonctions).

Une délégation de Barcelone propose même une session secrète pour donner connaissance d'informations confidentielles dont elle est porteuse et qui concerne le Comité National (le mystère ne sera finalement pas éclairci). De même, le syndicat des Métiers Divers d'Hospitalet demande « que soit nommée une commission qui examine non seulement le rapport financier mais aussi la violation continuelle des normes d'organisation par le CN. » Ces violations ne furent pas non plus exposées.

Le syndicat de l'Enseignement de Santander analyse le résultat : le rapport de gestion est rejeté par 111 voix et approuvé par 243. De plus, ceux qui ont demandé la destitution du Secrétariat (ce qui semble la question réelle) sont très peu nombreux. Le délégué de Santander rappelle que le CN restera en fonction jusqu'à la nomination d'un nouveau qui sera confirmée par l'Organisation.

Le porte-parole du Bâtiment de Las Palmas précise que beaucoup d'arguments avancée pour attaquer le Secrétariat Permanent (comme la rupture avec l'exil) sont des décisions de toute l'organisation que des militants se sont limités à défendre.

Le syndicat du Bâtiment de Saragosse, sous de nouvelle vague de protestations, d'attaques et d'insultes, déclare ironiquement: "Nous félicitons ceux qui se plaignent de n'avoir pas reçu le rapport du SP avant le Congrès et qui cependant le dénoncent et s'y opposent. Que feraient-ils s'ils avarient reçu le rapport?"

Le bureau tente de résumer les propositions pour les soumettre au vote (si le Congrès peut ou non se prononcer; dans l'affirmative, s'il accepte ou non le résultat donné par la commission des votes, etc.). Aucune d'elles n'est approuvée.

Le bureau décide alors d'abandonner. À l'ouverture de la session de l'après-midi, seul le président abandonne irrévocablement. Son syndicat donne connaissance d'une note où il déclare avoir reçu des pressions de la part d'un groupe. Les autres membres du bureau demandent au Congrès de confirmer leur rôle, ce qui est fait.

Finalement, on décide d'entériner le résultat du scrutin sur la gestion du Secrétariat Permanent.

Les questions du chômage et des « Principes, tactiques et finalités » sont renvoyées à leurs commissions respectives. Le débat sur les questions restantes est repoussé, et des

commissions sont également désignées. Il semble qu'on ne débattera au Congrès que sur le point 16 (exil, ligne confédérale, etc..).

Les informations qui arrivent sur les motions ne peuvent être davantage décourageantes. Les réunions sont perturbées par des interventions individuelles en raison de leur caractère « ouvert ». De plus, le travail est extrêmement difficile car le débat préalable n'a pas eu lieu ni la possibilité de synthétiser les positions. Il faut donc lire les rapports les uns après les autres.

La session touche à sa fin sans que, le soir du jeudi, le Congrès ait abordé aucune des questions de fond que les délégués ont apportées à Madrid. Dans l'ensemble, il règne la sensation de perdre son temps, ou de faire le jeu de ceux qui veulent que le temps passe sans que rien ne change. La situation est angoissante pour ceux qui se savent attendue dans leurs usines, dans leurs sections ou dans les réunions de leurs syndicats, avec l'espoir que le Congrès saurait apporter des solutions ou tracer des plans de travail face aux défis lancés à l'anarchosyndicalisme. C'est le cas, par exemple, du délégué de la Chimie de Vitoria, qui mène simultanément sa tâche au Congrès et la lutte dans la multinationale Michelin et attend des consignes de stratégie syndicales qui n'en finissent pas d'arriver.

Rien à faire?

Vendredi noir

Un délégué des Transports de Valence commence la session avec la lecture d'une motion sur le chômage, à laquelle on donne les dernières retouches, comme le remplacement d' "hypothétique implantation du Communisme libertaire » par « hypothétique actuellement". Le Congrès approuve le renforcement de la lutte pour la semaine de 35 heures,

Après différentes propositions de syndicats, on lit un tract de protestation contre l'assassinat de deux étudiants à Madrid, et un débat tendu s'engage pour savoir si le Congrès doit assister à la manifestation et donc suspendre momentanément la session. On décide finalement que les délégués qui le souhaitent y assisteront, ce qui entraîne une légère diminution dans certaines délégations. Curieusement on constate que restent dans la salle ceux qui interviennent le plus souvent pour demander ou non la parole

Une longue discussion s'engage également pour savoir si la télévision sera admise ou pas, car elle a demandé à prendre des vues du Congrès. Son admission est acceptée « pour un moment » par 92 voix pour, 59 contre et 10 abstentions.

Le même syndicat des Transports de Valence est chargé d'exposer le texte du règlement d'organisation qui, dans sa première partie, se définit comme « une ratification des Congrès antérieurs qui ont formé l'organisation ».

Quant aux critères d'affiliation, le rapport dit que tout travailleur peut entrer à la CNT, pour la simple raison qu'il est un travailleur, indépendamment de ses idées politiques, philosophiques ou religieuses. Quant à la structure de l'organisation, on ratifie « la classique », fixant un minimum de 25 pour la formation d'un syndicat d'industrie, et de 5 s'il s'agit de Métiers Divers.

Comme le rapport ne s'est fait l'écho d'aucune position qui ne soit autre que la confirmation des normes habituelles, plus de cinquante délégations demandent la parole pour faire des modifications ou formuler quelque vote particulier qui soit pris en compte au Congrès. La majorité des interventions tend à demander un contrôle des groupes d'affinité. Une délégation de Valence avance qu'il doit y avoir la liberté d'affinité libertaire, afin qu'il n'y ait pas de privilèges de type historique pour les uns, et les pires accusations pour les autres. Afin d'empêcher le contrôle de l'organisation par un groupe ou parti, il est proposé que tout cas de double militantisme soit toujours connu du syndicat, et que ceux qui ont des fonctions dans les partis politiques ne puissent en occuper dans la CNT.

À ce Sujet, de nombreuses propositions sont faites, y compris celles (de plusieurs délégations) demandant que ceux qui appartiennent à des organisations spécifiques ne puissent occuper des fonctions dans la CNT. Une délégation d'Elche propose carrément que la FRI soit considérée comme un parti politique, avec les conséquences qui s'ensuivent.

Toutes ces propositions soulèvent des remous jusqu'à ce que les délégations de Catalogne, qui ont fait bloc, finissent par suggérer que « passe » seulement ce que la motion a examiné sans que soient prises en compte les autres propositions.

On contre-attaque en disant que le projet de fonctionnement approuvé à une session antérieure prévoit l'existence, sur chacun des sujets, de plusieurs motions faisant connaître toutes les positions et même de vœux individuels pour qu'ils soient soumis au Congrès.

Le secrétaire de la Régionale catalane, sans qu'un tour de parole soit donné, propose « pour sortir de l'impasse » que tous les débats, sur ce sujet ou sur tout autre, soient annulés afin que seuls les rapports « majoritaires » soient signalés.

Une délégation intervient pour rappeler que les positions provisoirement minoritaires dans les motions peuvent être acceptées par la majorité du Congrès (comme cela s'est déjà fait), et que ceux qui, dès le début, ont voulu imposer leurs positions, prétendent maintenant étouffer définitivement le débat. Elle propose d'élaborer une motion contenant tout ce qu'ont en commun les vœux individuels exprimés. Ceux-ci ne peuvent être éliminés, mais au contraire synthétisés dans la motion elle-même.

Dans ces conditions pas mal de délégués ont abandonné le Congrès, soit par fatigue, soit par impossibilité de s'exprimer, ou encore pour assister à la manifestation contre la mort des deux étudiants. Ceux qui restaient et prenaient la parole (souvent à grands cris) étaient les mêmes que d'habitude qui, paradoxalement, veulent bloquer le débat et la libre expression. Une déléguée de Saragosse rappelle qu'elle a demandé quatre fois la parole, chaque fois refusée par le bureau alors qu'elle été accordée toujours aux mêmes,

Les délégations des syndicats de la Métallurgie et des Métiers Divers de Cadix abandonnent le Congrès en laissant au bureau de séance la note suivante :

Étant donné que la dynamique et le déroulement du Congrès ont abouti à une lutte de caractère idéologique comme nous ne voyons pas de possibilité de transmettre les accords que nous ont remis nos syndicats et vu aussi que le Congrès se résume à une suite de votes et de motions interminables notre présence ne sert qu'à aggraver la situation financière de nos syndicats et la nôtre.

C'est pour ces raisons que les délégations des syndicats des Métiers Divers et de la Métallurgie de Cadix abandonnent le Congrès. Salut, anarchie et responsabilité.

Le bureau propose que les délégations se prononcent pour que, selon son critère évidemment soient lues et examinées seulement les motions « majoritaires », ce qui est approuvé. La différence est de quatre voix (moins que l'oscillation des oui et des non au cours des différents moments du scrutin qui a été refait ; et beaucoup moins important que le nombre de gens qui étaient partis depuis le commencement des désordres de l'après-midi).

À ce moment, la plus grande partie de la Régionale d'Aragon sort de la salle, jugeant inutile de continuer ainsi sans pouvoir prendre la parole, alors que dans le fond s'élèvent les cris de « Vive la liberté d'expression! » lancés par des gens qui s'en allaient aussi.

De nombreuses délégations sortent peu à peu, et se regroupent dans les couloirs et au premier étage, "observées" de près par les services de "défense".

Les gens se réunissent en groupes pour exprimer leur colère ou essayer de trouver des solutions à cet état de choses. Des tentatives de provocation et de violences se succèdent contre ceux qui sont sortis. Il est finalement préférable de s'éloigner de l'édifice du Congrès et de revenir le lendemain pour envisager une solution individuelle ou collective.

À l'échec évident du Congrès (un jour avant la clôture, et sans aucun accord sur les problèmes de fond, avec des abandons, etc..) s'ajoutent la fatigue et la démoralisation générales.

C'est fini

Le samedi matin on ne se décidait pas à commencer officiellement la session du Congrès. De nombreuses délégations qui avaient abandonné revenaient avec l'idée de faire savoir leur intention de ne pas continuer à participer. Il ne s'agissait pas d'une décision personnelle des délégués, mais d'une attitude responsable de leur part devant la constatation qu'ils ne pouvaient rien faire pour défendre ni même exprimer les rapports de leur Syndicat. Dans cette ambiance hostile, la minorité avait réussi à prédominer et à imposer sa volonté que le Congrès ne soit qu'une simple reconduction du passé, avec la liberté d'action et de mouvements pour les militants faistes classiques.

Il y a de nouveaux mouvements de violence et de menace quand, sur un des stands régionaux il apparaît un texte d'alerte qu'une délégation propose de rendre collectif. Il ne s'agit pas d'un secret de conspirateurs; celui qui le souhaite peut s'approcher du stand, lire et signer s'il est d'accord. La teneur de ce communiqué est que le Congrès n'a pas eu lieu, et qu'il faut en convoquer prochainement un autre où les sujets pourront être traités sans aucune pression et où le débat sera ouvert à des positions libertaires, ce qui a été empêché ici. Il n'est nullement question de scission, et l'un des buts du communiqué est de l'éviter et de trouver une solution alors que beaucoup de camarades sont déjà rentrés chez eux.

Toute la journée on essaie de lire le communiqué à l'assemblée sans qu'on y soit parvenu à la fin de la matinée. Au début de l'après-midi, la lecture du texte est finalement faite. Ceux qui l'ont signé et ceux qui sont d'accord sans l'avoir encore lu quittent la salle. Les délégués sont invités à informer leurs syndicats de ce qui s'est passé et à refuser le Congrès, ou considérer qu'il n'a pas eu lieu.

Comme les délégations qui ont signé précisent qu'elles ne reconnaissent que la légitimité du Comité National en fonction (en considérant que le Congrès n'a pas été tenu), on exige qu'elles s'expliquent. Boldú et Marcos, qui se trouvent dans la salle, disent assumer le contenu du communiqué. Leurs interventions sont quelque peu confuses et ont lieu au milieu des insultes et même des gestes agressifs ("au Commissariat de police j'ai été mieux traité", dira Marcos avant de partir). Tous deux abandonnent le congrès et n'assisteront à aucune autre réunion ni au meeting de clôture dont la convocation est maintenue.

Jesús García, Secrétaire des Relations Internationales, arrive ensuite et se voit empêché de parler. Il demande au bureau de pouvoir lire le communiqué, puis laisse une note disant qu'il se solidarise avec les délégations qui sont parties, et qu'il assume intégralement leur écrit.

Le Congrès, alors qu'il ne reste qu'une minorité de délégations, décide de poursuivre sans interruption jusqu'à épuisement de l'ordre du jour (en ce début de l'après-midi du samedi, trois points seulement avaient été approuvés). Il y a de nouveaux moments de tension, même parmi ceux qui sont encore présents, et le sujet de l'exil est finalement écarté. Les autres points sont expédiés, confirmation et unanimité. On décide le "boycott de la production", la participation à des conventions collectives "exclusivement par syndicats" (pour qu'ensuite la "base" adhère au meilleur) ainsi qu'à d'autres questions de stratégie syndicales (alors que la majeure partie de ceux qui avaient remis, le rapport étaient partis).

On passe ainsi d'un point à l'autre jusqu'à ce que, peu avant le meeting de clôture, environ soixante ou soixante-dix syndicats élisent José Bondía, du syndicat de la Métallurgie de Madrid, au poste du Secrétariat Général.

Aux délégations qui avaient quitté le Congrès dans les derniers jours, se sont jointes d'autres qui n'avaient pas signé le communiqué, comme celles de l'Eau, du Gaz et Électricité de Barcelone, de l'Hôtellerie de Palma, la Fédération Régionale d'Amer (Gérone), etc.

Les délégués vont exposer à leurs syndicats que les conclusions du Congrès sont inacceptables et qu'il doit être contesté en bloc.

Triste fin. Ou peut-être difficile accouchement d'une CNT renouvelée.

[N°23-24, janvier 1980, pp. 42-47]

Le coup d'état

Ils ont gagné

Après les impressions ressenties quelques heures après le retrait des tanks, plus ou moins exposées dans notre chronique d'alerte, il faudrait maintenant esquisser ce qui pourrait être notre conclusion sur toute cette agitation de généraux, de gardes civiles, de policiers et de "civils" plus ou moins déguisés.

Tout d'abord, nous ne croyons pas faire de révélation en disant que les putschistes ont gagné. Sauf quelques personnages mis au pilori (encore faudrait-il voir comment finira leur affaire), il est clair que dans les quelques semaines qui viennent de s'écouler, nos gouvernants vont rapidement incorporer les revendications fondamentales pour lesquelles les militaires sont descendus dans la rue (à part le fait qu'ils voulaient commander encore plus).

En second lieu, les "**autonomies**". Freinage brutal et retour à la politique de café décaféiné pour tout ce qui est important, avec solution inodore à l'appui. Offensive de symboles, de titres et de campagnes plus raffinées de type culturel, etc.

Quant à la **police**, dont la sale guerre et les tortures ont été mises en question sur la place publique, ce qui est un sujet d'irritation pour les putschistes, le débat est clos. Promotions, et retour du successeur de Conesa (1) aux plus hautes sphères.

Il paraît qu'un député socialiste a présenté une interpellation à Rosón, déclarant que deux des assassins du Bataillon Basque Espagnol arrêtés récemment étaient des policiers (2). Le dossier est passé à la trappe, ce n'est pas le moment!

À propos du **divorce**, une des questions qui poussaient le pouvoir ecclésiastique du côté des putschistes, prudence et retraite des ministres de gauche. Dans l'Université, le ministre se retire, et on rétablit les compétences de la démocratie chrétienne.

Dans le domaine de **l'économie, du social et du travail**, ils l'ont déjà dit très clairement: pacte social à fond la caisse, mobilité de la main-d'œuvre (3) et la gauche parlementaire comme tampon du mécontentement social, sans avoir à nommer aucun ministre du PSOE ainsi que le demandait Felipe González (se souvenant peut-être de Largo Caballero, ministre du Travail du dictateur Primo de Rivera). Tout cela, paré du mot magique que BICI annonçait déjà il y a plusieurs mois: "**La concertation**" (N°34).

Et pour les agités, le **Code pénal** vient d'être réformé (d'un commun accord entre les différentes forces parlementaires) pour restreindre les libertés excessives, comme celle de la presse.

Ils ont donc nettement gagné. Tout en ayant averti sans ambages que, si les politiciens ne réalisaient pas leur programme "de salut public", ils reviendraient un jour, des Tejero ne leur manqueront pas pour servir de figure de proue.

Et les politiciens le savent parfaitement à l'UCD, ils connaissent la chanson, et se savent assis sur des baïonnettes depuis pas mal de temps. Suárez est parti parce qu'il avait déjà le cul

démoli. Sahagún dit plus ou moins en privé que cette tentative de coup d'État est la cinquième depuis qu'il est au gouvernement, et qu'il a réussi à éviter les quatre précédentes.

Il semble que les socialistes aient cru que ces militaires étaient fidèles à la constitution et au roi. Stupidement, quelques jours avant le putsch, le socialiste qui préside le conseil général de Valence, avait contacté officiellement Milans pour qu'il intervienne en faveur des travailleurs des haut-fourneaux de Sagonte. (Mais voyons! Si vous leur demandez d'intervenir dans des problèmes "civils", comment vous plaindre ensuite qu'ils le fassent à leur manière, avec les tanks et les mitraillettes?)

Et les magouilles financières nées de la corruption du franquisme, personne n'y a touché. C'est le système de toute la politique démocrate: il y a un tel enchevêtrement d'intérêts que personne n'y fourre son nez. De même qu'on maintient des policiers ignobles parce qu'ils connaissent la musique, on continue de soutenir les Oriol et Compagnie.

C'est vraiment une grande foire: concertation comme dans l'Allemagne social-démocrate, où les généraux anciens amis d'Hitler ne cachent pas leurs décorations dans les tournois patriotiques et les défilés; des parlementaires de "gauche" occupant leurs sièges, et des policiers dans les sous-sols de la démocratie, ayant torturé ces mêmes parlementaires aujourd'hui muets; des partis qui savent que les États-Unis n'auraient pas vu d'un mauvais œil Milans au pouvoir, et qui, en même temps, demandent l'entrée rapide à l'Otan.

Une grande foire, une grande "falla" (4) qu'un jour il faudra brûler, comme toutes les autres.

Collectif Bici Valence
[N° 38, avril 1981, p. 6]

Le pronunciamiento vu depuis les arsenaux royaux de Barcelone

"Du calme, Jordi, du calme; c'est la garde civile". (Juan Carlos de Bourbon à Jordi Pujol, président de la Catalogne, dans la nuit du 23 février 1981).

Quico - L'impression que j'ai eue est plutôt déprimante, à cause du fatalisme général qu'on devinait à la tête que faisaient les gens. Tu voyais les femmes retrouver de vieux souvenirs, ceux de la faim pendant la guerre civile; elles allaient aussitôt au magasin pour essayer de dénicher quelque chose qui puisse se conserver un certain temps. Au travail, j'ai vu de tout, des gens qui devenaient tout pales (des catalanistes ou des communistes du PSUC), et d'autres qui ne pouvaient cacher un petit sourire.

Je crois que si les agents du post-franquisme peuvent se réjouir de quelque chose, c'est bien de la démobilisation totale de 90% de la société et des gens qui bossent. On te dit qu'il vient d'y avoir un coup d'État, alors les mecs courent chez eux pour s'asseoir devant la télé et regarder ce qui se passe. Ils auraient pu tomber à huit heures du soir sur la petite moustache de Milans del Bosch. Tous comme des oisillons dans la cage de leur quartier, sans possibilité de répliquer d'une manière quelconque si ce n'est à coups de pierres.

Pep- : Moi, la première chose à quoi j'ai pensé, obéissant à un réflexe de militant encore vivace, a été de filer aux locaux de la CNT pour voir s'ils avaient pensé à faire quelque chose en liaison avec les camarades libertaires. La première difficulté était que je ne savais pas trop à quel local aller. Et après, j'ai pensé aussi que ça ne servirait à rien, que s'asseoir là pour proclamer la grève générale révolutionnaire n'était pas très efficace. Alors je suis allé chez moi écouter la chaîne SER, et avoir la stupéfaction de constater que les événements au Parlement étaient retransmis comme un match de foot (5).

Dany - Moi j'ai tout de suite pensé aux mesures de sécurité minimum apprises au temps de la clandestinité, mais je n'ai pas pu les mettre en pratique, nous n'y sommes pas préparés

dans le nouvel environnement. C'était exactement un sentiment d'impuissance, avec l'idée qu' "on va voir ce qui se passe", ce qui, à mon avis, est le pire dans cette situation.

Cette réaction a été générale, et c'est la sensation la plus amère que nous a laissée la tentative de putsch. Ils ont retenu la leçon et, la prochaine fois, quand "nous regarderons ce qui passe", ils nous assommeront sans que nous puissions nous défendre.

Jésus - Mais je crois que la tentative n'a rien apporté comme enseignement culturel. Mes amis, il serait bon de nous exercer à l'écriture et à la lecture entre les lignes. Cela peut servir un jour...on ne sait jamais.

Joan - Voyons, du point de vue culturel, la tentative remet à la mode la garde civile de García Lorca : *Los caballos negros son* (6)- Un quotidien étranger a dit que l'épisode du Parlement rappelait *El sombrero de tres picos* (7), et un autre que c'était une espèce opéra bouffe dans une république bananière. Ici, la tentative de putsch et le programme politique de Tejero ("que personne ne bouge, tous à terre, bordel!") ont fait renaître la peur. La peur parfois déguisée en prudence, est devenue le fait politique fondamental. Les gens ont très peur de la garde civile et de l'armée.

Quico - Moi, je me suis souvenu de tout ce que j'ai lu et entendu sur la riposte ouvrière au soulèvement franquiste de 36, et je me suis rendu compte que, depuis, il a coulé beaucoup d'eau sous les ponts, et qu'il s'est vendu beaucoup de postes de télé. J'ai pensé au Chili d'Allende et aux jours qui ont suivi, avec Pinochet massacrant par plaisir et remplissant les stades de gens qui avaient cru les forces armées fidèles à la constitution. J'ai un ami qui, chaque fois qu'on lui en parle, rappelle la situation à Chicago avec les gangsters des années 30. Les gangsters faisaient payer les commerçants pour les protéger d'eux-mêmes. Les gangsters avaient des mitraillettes, et ici ils ont leurs tanks et autres joujoux pour mieux nous "protéger".

Pep - C'est vrai, c'est comme un jeu permanent. À présent, on se demande si le coup a triomphé ou non, alors qu'en réalité ce sont les militaires et le trône (qui est aussi militaire) qui ont constamment contrôlé le jeu. Le jeu consiste à laisser un moment le pays s'amuser à écouter des discours plus ou moins drôles et durs au parlement, et même à nous laisser voter dans une ambiance de fête démocratiques en nous donnant l'impression d'exprimer quelque chose. Et dans une autre partie du jeu, les "méchants" arrivent et recommencent à nous effrayer. Alors le chef du gouvernement s'amuse à être le "bon", et la détente revient, on dirait que cette fois la démocratie est en bonne voie, jusqu'à la nouvelle alarme. C'est comme au jeu de l'oie.

Quico - Oui, parce qu'un bobard qu'on nous a fait avaler est que l'armée actuelle n'a rien à voir avec celle qui s'est soulevée contre la république, et qui représentait fidèlement les propriétaires fonciers, l'église et, en plus, l'Espagne obscurantiste. On a essayé de me faire croire qu'avec la mise à la retraite et la suppression du commandement des troupes par les plus ultras, l'ensemble des "professionnels" allait évoluer vers des positions plus ou moins démocratiques, et on donnait pour exemple les jeunes de l'Union Militaire Démocratique (8). En fait, je n'ai jamais pu y croire parce que je n'ai jamais rencontré de militaires de ce genre. C'est logique, car ces gens ont été formés dans l'idéologie franquiste. Tejero n'a pas fait la guerre, Ynestrillas non plus, et c'est pareil pour les centaines de gardes civils qui, "abusés", se tenaient avec la mitraillette en main entre les bancs du parlement. Je pense que lorsque le "caudillo vaincu" parlait de ce qu'il laissait, bien fait et bien ficelée, il savait ce que cela veut dire.

Mario - De plus, l'armée, quoi qu'elle fasse, peut toujours dire qu'elle agit pour la défense de la constitution et des intérêts de l'État, de l'unité et de l'intégrité de la patrie. La mission de l'armée et de la police n'est pas de défendre les citoyens, même pas théoriquement. Selon la constitution, ils défendent l'État et la Patrie, qui sont au-dessus des citoyens (9).

Jesús- Bon, camarades, il ne nous reste qu'à préparer notre esprit, et peut-être notre corps, à recevoir avec honneur et respect à Barcelone, "le chef et tout le gratin de la Catalogne", les dignes personnalités qui, cette année, auront à acclamer le Jour des Forces Armées, en communion avec le peuple catalan autonome et désarmé.

(Fragments d'une conversation entre quelques membres du Collectif Bici - Barcelone)
[N° 38, avril 1981, pp. 7 – 8]

Notes du traducteur

1) Célèbre policier franquiste, puis spécialiste de l'Espagne " démocratique ", dont les séances de torture étaient raffinées.

2) Comme tout le démontrait, la Justice a finalement reconnu, depuis 1987-88, qu'il s'agit d'un groupe de tueurs de membres de l'ETA, organisé et commandé par la police espagnole et le ministère de l'Intérieur socialiste.

3) Une des premières mesures de l'Espagne démocratique a été le pacte de la Moncloa (1977), où tous les partis politiques existants (droite, centre, gauche, autonomistes) et les syndicats dépendants du PC et du PSOE (ou PS) ont signé un pacte social prévoyant une politique d'austérité.

4) " Falla ", sorte de carnaval dans la région de Valence, où de grands chars, ou évocation de carton pâte, défilent et sont ensuite brûlés.

5) Voir l'article précédent.

6)-García Lorca a écrit en 1928 un poème sur la garde civile évoquant le massacre de Gitans.

7)-Conte d'Alarcon, XIXème siècle.

8) Une demi-douzaine d'officiers avait pris des positions vaguement de gauche. Ils furent exclus de l'armée, et leurs droits à la réintégration n'étaient pas encore totalement réglés fin 1988. Tous les officiers condamnés pour le putsch ont touchés normalement leurs pensions.

9) Dans la constitution, adoptée en décembre 1978, l'article 8 déclare: *Les Forces Armées, formées par l'Armée de Terre, la Marine et l'armée de l'Air, ont pour mission de garantir la souveraineté et l'indépendance de l'Espagne, de défendre son intégrité territoriale et la mise en place de la constitution.*